

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 3 octobre 2013

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Objet : ICPE – Demande d'extension de l'installation de traitement de surface par la société SAINT REMY sur la commune de Vernouillet

Réf : Transmission préfectorale en date du 26 février 2010
Compléments adressés par l'exploitant reçu le 25 mars 2013

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'EXTENSION DE L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DE SURFACES

ETABLISSEMENTS SAINT-REMY

COMMUNE DE VERNUILLET

1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : ETABLISSEMENTS SAINT-REMY
Forme juridique : Société en nom personnel
Siège social : 8, avenue Louise Michel – 28500 VERNOUILLET
Adresse du site : 8, avenue Louise Michel – 28500 VERNOUILLET
Responsable : SAINT-REMY Dominique, Dirigeant
SIRET : 323 963 736 00026

2. Renseignements sur l'établissement

Nature : installation de traitement de surfaces de métaux
Situation : 8, avenue Louise Michel – 28500 VERNOUILLET
Parcelle 400 – zone AA
Autorisation : Arrêté préfectoral d'autorisation n°246 du 29 février 2000 au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

3. Objet de la demande

3.1 Présentation de la demande

Par courrier en date du 17 février 2010, complété le 7 mars 2013, les ETABLISSEMENTS SAINT-REMY, représentée par M. SAINT-REMY, a sollicité l'extension de son installation de traitement de surface de métaux. Cette extension consiste en une augmentation de la capacité de production avec l'implantation d'une troisième chaîne de traitement de surface par anodisation (avec courant électrique). Les pièces traitées sont des pièces métalliques de petite taille en aluminium et en alliages, de toute provenance.

3.2 Impacts sur le bâtiment existant

La modification n'entraîne aucune modification du bâti. La ligne de traitement supplémentaire, composée de 18 cuves, est localisée dans l'atelier en parallèle des 2 autres chaînes de traitement :

- Chaîne n°1 pour le brunissage et la phosphatation, composée de 15 cuves ;
- Chaîne n°2 pour l'anodisation¹ composée de 16 cuves.

Le volume total des cuves de traitement actuel est de 4 370 L.

Le volume des cuves de la nouvelle chaîne de traitement est de 5 631 L. Le volume total après l'extension est de 10 021 L.

3.3 Impacts sur l'eau

Les installations fonctionnent en rejet zéro. Tous les effluents aqueux servant au rinçage des baignoires sont recyclés dans les chaînes de traitement de surfaces après 2 phases :

- Traitement physico-chimique des effluents par neutralisation du pH, floculation, décantation et filtration par un filtre-presse ;
- Evapo-concentration sous vide des effluents traités, conduisant à l'émission d'un distillat (correspondant à l'eau recyclée)

Pour compenser l'évaporation naturelle, un remplissage ponctuel des cuves est prévu via un prélèvement, équipé d'un clapet anti-retour, sur le réseau de distribution publique en eau potable desservant la zone d'activité.

La consommation d'eau indiquée dans le dossier de demande d'autorisation initiale (ayant abouti à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29/02/2000) est de 300 m³/an (sanitaires, eaux de constitution des baignoires, eaux de rinçage des pièces). Sachant qu'en 2011, la consommation totale d'eau était de 91 m³.

Le rajout de la 3^{ème} ligne de traitement entraîne une augmentation de 3 m³/an de la consommation d'eau.

¹ Le brunissage est une oxydation noire de l'acier.

La phosphatation est destinée à augmenter la tenue à la corrosion et à faciliter l'accrochage du revêtement par formation de couches de phosphate.

L'anodisation conduit au développement d'une couche d'alumine qui forme obstacle à la corrosion.

3.4 Impacts sur les déchets

Les déchets sont principalement les boues extraites du filtre-presse et les culots issus de l'évaporateur sous vide. Actuellement, environ 1 tonne de déchets est évacuée chaque année.

Le rajout de la 3^{ème} ligne de traitement entraîne une augmentation de la quantité des déchets d'au plus 20 %.

Les déchets sont évacués vers une filière de traitement adaptée.

3.5 Impacts sur l'air

Les analyses d'air réalisées en mars 2013 par un prestataire agréé indiquent des teneurs en polluants très inférieures aux limites de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

Selon l'exploitant, le rajout de la 3^{ème} ligne de traitement de surfaces associée à la mise en place de points de captation supplémentaires n'entraînera pas une modification significative de la qualité des rejets atmosphériques.

3.6 Impacts sociaux

L'extension des activités de la société ETABLISSEMENTS SAINT-REMY doit permettre, au minimum, l'embauche d'un salarié supplémentaire (actuellement 2 salariés sur site).

4. Conclusion - Proposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant a apporté les éléments d'appréciation nécessaires à l'appui de sa demande. Il ressort de l'examen de ces éléments que la modification n'est pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Compte tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant que les impacts supplémentaires engendrés par la modification du site sont limités, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société ETABLISSEMENTS SAINT-REMY.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint doit être présenté pour avis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.